

De: Magali Thomas
Envoyé: lundi 30 novembre 2020 08:44
À: Celine Altero
Objet: TR: ouverture dominicale - communication de la part du préfet Christophe MIRMAND
Pièces jointes: Arrêté n°225 du 27 novembre 2020.pdf

Céline,

Pour enregistrement stp, merci

Magali

De : PREF CABINET [<mailto:pref-cabinet@bouches-du-rhone.gouv.fr>]

Envoyé : vendredi 27 novembre 2020 20:21

Objet : ouverture dominicale - communication de la part du préfet Christophe MIRMAND

De la part de M. Christophe MIRMAND, préfet de région et du département des Bouches-du-Rhône, à l'attention des élus et des acteurs du monde économique:

Madame, Monsieur,

La situation exceptionnelle que connaît le pays a amené le gouvernement à décidé la fermeture pendant plusieurs semaines, de nombreux commerces de détail. Dès demain, ils vont pouvoir ré-ouvrir.

Il importe donc dans cette situation qu'ils aient la possibilité, dans la période qui s'ouvre, d'ouvrir, y compris le dimanche. La plupart d'entre vous l'avaient déjà prévu dans le cadre des « dimanches du maire ».

La Ministre du travail a demandé aux Préfets, dans un courrier du 25 novembre, de répondre favorablement, et sans attendre, aux demandes reçues dans ce cadre, pour les mois de novembre et décembre.

Aussi, j'ai pris, dès aujourd'hui, un arrêté permettant à tous les commerces de détail d'ouvrir les 5 dimanches du 29 novembre au 27 décembre. Vous trouverez en PJ copie de cet arrêté.

L'unité départementale de la DIRECCTE va lancer, auprès des organisations professionnelles, syndicales et consulaires, les consultations obligatoires permettant, le cas échéant, de prolonger cette dérogation au mois de janvier.

Je vous invite donc, l'avis des maires et EPCI étant également demandé, à faire part à l'unité départementale de la DIRECCTE, de votre avis sur cette éventuelle prolongation de la dérogation au mois de janvier à l'adresse : paca-ut13.polet@direccte.gouv.fr

J'attire votre attention, et vous invite à la rappeler aux commerçants qui vous saisiraient, sur la nécessité de respecter les droits des salariés définis aux articles L3232-25-3 et 4 en termes de nécessité que le salarié bénéficie d'un repos hebdomadaire, de volontariat et de contreparties pour les salariés concernés.

Respectueusement

Le cabinet du préfet

Mairie	
Maussane les Alpilles	
Courrier enregistré N°	152 961
Date	30 NOV. 2020
Réponse <input type="checkbox"/>	Scan <input checked="" type="checkbox"/>
Destinataire :	
Des :	
PR	
S. Walter	
AT	



PRÉFET
DES BOUCHES
DU-RHÔNE

Liberté
Égalité
Fraternité

Cabinet

Arrêté n° 225 du 27 novembre 2020
portant dérogation au repos dominical des salariés dans le département des Bouches-du-
Rhône

Vu les dispositions du code du travail notamment pris en ses articles L. 3132-20 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Christophe MIRMAND en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte-D'azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu la demande de l'Alliance du commerce en date du 25 novembre 2020 tendant à obtenir l'ouverture exceptionnelle de commerces les dimanches 29 novembre, 6, 13, 20 et 27 décembre 2020 ainsi que 3, 10, 17, 24 et 31 janvier 2021 ;

Considérant d'une part que les dispositions de l'article L. 3132-21 du code du travail prévoient qu'en cas d'urgence dûment justifiée les avis préalables mentionnés au premier alinéa du présent article ne sont pas requis ;

Considérant que la demande de l'Alliance du commerce apporte la justification suivante d'une part, par la baisse importante d'activité et de chiffre d'affaires subie par les commerces fermés au public en tout ou partie, en application des mesures générales mises en place depuis le 30 octobre 2020 pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, et, d'autre part, par la réouverture au public de la plupart des commerces le 28 novembre 2020 et pour la période des fêtes de fin d'année qui représente une part important du chiffre d'affaires annuel des commerces de détail ;

Considérant que le repos simultané des salariés le dimanche serait de nature à porter préjudice au public et pourrait compromettre le fonctionnement normal des établissements de commerce fermés lors du confinement mis en place depuis le 30 octobre 2020 ;

Considérant qu'une dérogation au repos dominical des salariés octroyée les dimanches 29 novembre 2020, 6, 13, 20 et 27 décembre 2020 permettrait, d'une part, de compenser partiellement la perte de chiffre d'affaires subie par les commerces pendant la période de fermeture liée à l'état d'urgence sanitaire, et d'autre part, d'offrir à la clientèle une plus grande amplitude d'ouverture, et ainsi de mieux réguler les flux dans les établissements et d'accroître l'efficacité des protocoles sanitaires applicables ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 3132-20 du code du travail au bénéfice de l'ensemble des établissements de commerce de détail implanté dans l'une des communes du département ;

Sur proposition de la directrice de cabinet ;

ARRÊTE

Article 1er :

Les commerces de détail implantés dans l'une des communes du département des Bouches-du-Rhône qui ne bénéficient pas d'un dispositif permettant de déroger à la règle du repos dominical, à titre permanent ou temporaire, sont exceptionnellement autorisés à employer des salariés durant les dimanches suivants :

- dimanche 29 novembre 2020 ;
- dimanche 6 décembre 2020 ;
- dimanche 13 décembre 2020 ;
- dimanche 20 décembre 2020 ;
- dimanche 27 décembre 2020 ;

Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit peuvent travailler ces dimanches. Le refus d'un salarié de travailler le dimanche ne constitue ni une faute, ni un motif de licenciement et ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution du contrat de travail.

Article 2 :

Chaque établissement respectera les dispositions conventionnelles concernant les contreparties pour le travail dominical ou, à défaut, les dispositions légales.

Article 3:

Pour la mise en œuvre, dans chacun des établissements concernés, des conséquences induites par la présente dérogation, l'accord collectif, ou la décision unilatérale de l'employeur approuvée par référendum, fixe les contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical.

Article 4 :

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa publication, par le moyen télérecours citoyen.

Article 5 :

La secrétaire générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le responsable de l'Unité Départementale des Bouches-du-Rhône de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Marseille, le 27 novembre 2020

Le préfet,

Signé

Christophe MIRMAND